

Impact de la libéralisation des échanges sur les pays en développement

9 février 2012

Le [programme RuralStruc](#), une initiative conjointe de la Banque mondiale, de la France (AFD, MAAPRAT, MAEE, Cirad) et du Fonds international pour le développement agricole (Fida), vient de rendre son [rapport](#). *RuralStruc* visait à mieux identifier les **conséquences des processus de libéralisation et d'intégration commerciale sur les agricultures des pays en développement**.

Des enquêtes ont porté sur 8000 ménages ruraux dans sept pays : Mexique, Nicaragua, Maroc, Sénégal, Mali, Kenya et Madagascar. Ces pays sont à des stades différents du processus de libéralisation et d'intégration économique. L'étude a consisté à analyser et à comprendre les conséquences de ces processus sur les ménages ruraux.

Les principaux résultats :

1) La grande majorité des familles rurales enquêtées (93% de l'échantillon, jusqu'à 98% en Afrique sub-saharienne) ont une exploitation agricole mais **leur participation dans les filières de valorisation et de contractualisation avec les agro-industries est très limitée** (moins de 5% des familles d'Afrique sub-saharienne).

2) La pauvreté rurale en Afrique sub-saharienne reste très importante. Les produits de la ferme sont destinés de façon prédominante à la consommation de la famille, les ménages n'arrivant pas à vendre leur surplus sur les marchés. Même si 86% des ménages interviewés font du travail en dehors de la ferme, ces activités ne permettent pas de faire entrer des revenus suffisants et ces ménages demeurent dépendants de leur activité agricole et de ses risques.

3) Dans les autres régions que l'Afrique sub-saharienne, au contraire, les revenus du travail en dehors de la ferme permettent aux ménages d'accumuler de l'épargne ; ces ménages sont donc moins soumis aux aléas de la seule activité agricole.

4) Sur l'ensemble de l'échantillon, **l'accroissement du revenu des ménages ruraux permet aux économies rurales de se diversifier progressivement** vers d'autres activités que l'agriculture.

Jo Cadilhon, Centre d'études et de prospective